

Prise en compte du patrimoine fluvial, naturel et culturel dans le cadre de la charte du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine

Rapport de Projet Personnel

-

Master 2 Géo-Hydrosystèmes Continentaux en Europe



Table des matières

Table des matières	1
I - Introduction	3
II - Prise en compte du patrimoine dans les PNR : exemple du PNR Loire-Anjou-Touraine....	5
1 - Les orientations du ministère	5
2 - la charte du PNR LAT	7
3 - Évolution de la prise en compte du patrimoine : renouvellement de la charte du PNR LAT	11
III - Mise en oeuvre des orientations de la charte : exemple sur la commune de Candes-Saint-Martin	14
1 - Présentation de la commune	14
2 - Les protections du patrimoine sur la commune	16
3 - Les enjeux d'un patrimoine menacé : actions du Parc	19
IV - Conclusion	22
V - Bibliographie	23
VI - Annexes	24
1 - Le PNR Loire-Anjou-Touraine	24
2 - Les unités paysagères du PNR LAT	25
3 - La commune de Candes-Saint-Martin	26

Résumé :

Les Parcs Naturels Régionaux ont été créés, par Décret de 1967, afin de protéger et de mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Cette création s'inscrit dans un objectif de préservation des patrimoines naturel, culturel et paysager, caractéristiques conférant à ce territoire son identité propre. Les PNR établissent un inventaire des patrimoines de leur territoire, puis définissent le Plan du Parc, document cartographique regroupant les informations recueillies et les orientations de gestion. Ces documents constituent la charte du Parc, document d'objectif à dix ans. Le PNR Loire-Anjou-Touraine (LAT), créé en 1996, doit maintenant effectuer le bilan des actions menées de 1996 à 2006, durée de validité de sa première charte, et réfléchir à de nouvelles orientations et actions, dans le cadre de la nouvelle charte du Parc. Dans ce contexte, l'étude de la prise en compte des patrimoines, au sein du PNR LAT, montre une évolution des termes définissant le patrimoine de la première charte à l'avant-projet de la nouvelle charte. Afin d'étudier plus finement l'ensemble des outils de protection du patrimoine à la portée du PNR LAT, l'exemple de la commune de Candes-Saint-Martin, au patrimoine paysager et culturel riche, permet d'inventorier les outils réglementaires déjà mis en place sur le territoire de la commune, et de les mettre en relation avec la présence du PNR LAT, pour faire ressortir l'action et l'implication du Parc dans l'établissement et le suivi de ces outils. En effet des outils à portée communautaire ont été mis en place, dans le cadre du réseau Natura 2000, grâce à l'énergie et la volonté du PNR Loire-Anjou-Touraine.

Abstract :

The Parcs Naturels Régionaux were created, by Décret of 1967, in order to protect and to emphasize large inhabited rural areas. This creation falls under an objective of safeguarding the natural, cultural and landscape inheritances, characteristics conferring its own identity to this territory. The PNR establish an inventory of the inheritances of their territory, and define the Plan of the Parc, cartographic document gathering information collected and orientations of management. These documents constitute the charter of the Parc, document with an objective at ten years. The PNR Loire-Anjou-Touraine (LAT), created in 1996, must now carry out the assessment of the actions carried out from 1996 to 2006, period of validity of its first charter, and think of new orientations and actions, within the framework of the new charter of the Parc. In this context, the study of the taking into account of the inheritances, within PNR LAT, shows an evolution of the terms defining the inheritance from the first charter in the preliminary draft of the new charter. In order to more finely study the whole of the protection tools of the inheritance to the range of PNR LAT, the example of the commune of Candès-Saint-Martin, with a rich landscape and cultural inheritance, allows to inventory the legislature tools already installed on the territory of the commune, and to put them in relation to the presence of PNR LAT, to emphasize the action and the implication of the Park in the establishment and the follow-up of these tools. Indeed tools from the European Union were established, within the framework of the network Natura 2000, thanks to the energy and the will of the PNR Loire-Anjou-Touraine.

Remerciements :

Je tiens à remercier Mme Servain-Courant, pour m'avoir encadré dans l'élaboration de ce projet, ainsi que l'équipe du PNR LAT, et plus particulièrement Mr Marceau et Mr Perrin, pour m'avoir aidé à recueillir les informations nécessaires à cette étude.

Index des tables

Tableau 1: Termes clés de la charte 96-06.....	9
Tableau 2: Enjeux de gestion du patrimoine sur la commune de Candès-Saint-Martin.....	15
Tableau 3: Protections réglementaires - commune de Candès-Saint-Martin	18

I - Introduction

Les Parcs Naturels Régionaux ont été créés, par un décret en date du 1er mars 1967, dans le cadre d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager d'un territoire remarquable. Il s'agit d'un établissement public de coopération entre des collectivités territoriales (EPCI), recouvrant le territoire d'une zone à dominante rurale, afin d'assurer la protection de son paysage et de son patrimoine, ainsi que son développement économique durable.

Les parcs naturels régionaux sont donc non seulement un espace protégé au titre du patrimoine naturel, mais aussi une zone de développement orientée vers le tourisme, l'artisanat et les activités agricoles et forestières.

Le Code de l'environnement (articles L. 333-1 et L. 123-1 notamment), le Code rural (articles R.244-1 et suivants), ainsi que le Code de l'urbanisme (L. 121-4) réglementent la création, les missions et le fonctionnement des Parcs Naturels Régionaux de France.

Les Régions, dans le cadre de leur compétence en matière d'aménagement du territoire, peuvent solliciter auprès de l'Etat le classement d'un territoire en Parc Naturel Régional.

La décision de classement d'un territoire en Parc Naturel Régional est fondée sur un ensemble de critères patrimoniaux, culturels, économiques et sociaux tels que l'existence d'un patrimoine naturel, culturel et paysager, représentant une entité remarquable pour la ou les régions concernées et présentant un intérêt reconnu au niveau national, la délimitation de ce territoire devant être cohérente au regard de son patrimoine et de ses fonctionnalités, en tenant compte des éléments pouvant en déprécier la qualité ou la valeur.

Les collectivités du territoire (communes et structures intercommunales), le(s) Département(s) et la (les) Région(s) concernés par le projet de PNR signent alors une charte, que l'Etat approuve ensuite par décret.

Cette charte fixe les objectifs à atteindre, les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du Parc, ainsi que les mesures qui lui permettent de les mettre en oeuvre. Elle permet d'assurer la cohérence et la coordination des actions menées sur le territoire du Parc par les diverses collectivités publiques.

L'État signe une convention d'application avec le(s) Préfet(s) de Région(s) et le Parc, et matérialise ainsi l'engagement de ses services à contribuer à la mise en oeuvre de la charte.

Dans le cadre d'un programme de recherche sur le PNR Loire-Anjou-Touraine, et le renouvellement de sa charte décennale en 2007, nous nous intéresserons à la prise en compte du patrimoine fluvial, naturel et culturel dans le cadre de cette charte, en mettant en évidence les nouvelles orientations, l'évolution de la prise en compte et de la valorisation des patrimoines. Nous étudierons, dans un premier temps, la prise en compte du patrimoine dans les chartes de PNR, et plus particulièrement celles du PNR Loire-Anjou-Touraine (LAT), puis dans un deuxième temps nous observerons la mise en oeuvre des préconisations de la charte, en ciblant notre étude sur une commune située à l'interfluve Loire-Vienne : Candès-Saint-Martin.

II - Prise en compte du patrimoine dans les PNR : exemple du PNR Loire-Anjou-Touraine

1 - Les orientations du ministère

Depuis le décret de 1967, créant les PNR, la législation a évolué, et affirme le rôle des Parcs en matière de protection et de valorisation des patrimoines remarquables de leur territoire.

Le décret originel de 1967 permet « à un territoire d'être classé PNR pour la qualité de son patrimoine, la détente et le repos des hommes et le tourisme ». L'objectif de protection du patrimoine naturel et culturel leur sera assigné pour la première fois par un décret du 25 avril 1988. Ces décrets ont ensuite été confortés par la loi du 8 janvier 1993, de « Protection et de mise en valeur des paysages », qui donne une valeur juridique aux chartes constitutives. Le décret du 1er septembre 1994 précise les orientations fixées aux PNR en ajoutant à la protection du patrimoine la « contribution » à l'aménagement du territoire et au développement économique et social. La circulaire du 5 mai 1995 indique qu'un PNR est un outil qui consiste à fonder sur la protection, la gestion et la valorisation du patrimoine, un projet de développement du territoire. S'agissant de la procédure, après une longue période de concertation entre les communes, les groupements de communes, et de l'ensemble des acteurs du territoire concerné, la Région porte le projet et le présente pour classement en Parc naturel régional auprès du ministère de l'environnement. Elle exerce donc de fait un rôle de pilotage politique.

Dans un rapport d'étude de décembre 2005, intitulé « Regards sur la mise en oeuvre de la loi paysage dans les parcs naturels régionaux », le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable définit les objectifs et les moyens des PNR pour la prise en compte du paysage.

L'article R333-1 du code de l'environnement définit l'objet et les orientations des PNR : protection du patrimoine, développement économique, social et culturel, contribution à l'aménagement du territoire, accueil et information du public, réalisation d'actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités précédemment.

Les objectifs des PNR sont très clairement établis, et ceux-ci constituent un « cadre privilégié des actions menées par les collectivités en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel ».

Selon l'article L.333-1 du code de l'environnement, les PNR doivent établir un inventaire précis du patrimoine de leur territoire, et regrouper les informations recueillies dans un plan des différentes zones du parc et de leur vocation. Les orientations et principes fondamentaux de protection des structures paysagères doivent être inscrits dans la charte du parc.

L'inventaire des structures paysagères a pour vocation de définir un état de référence sur lequel s'accordent toutes les collectivités concernées. Il permet d'identifier et de qualifier les paysages du territoire du parc : unités, structures et dynamiques paysagères caractéristiques, perceptions des populations.

La charte du parc est alors établie à partir de cet inventaire, de l'analyse de la situation culturelle, sociale et économique du territoire du parc, et également en fonction des enjeux en présence.

La charte d'un PNR constitue un document d'objectif à 10 ans qui s'impose aux documents d'urbanisme, qui doivent être compatibles avec l'application de la charte.

Tous les 10 ans, le PNR doit faire un bilan des politiques mises en oeuvre, en établissant le constat de l'action du parc depuis le dernier classement, et doit ensuite de nouveau se projeter pour 10 ans, grâce à l'établissement de la nouvelle charte décennale.

Le PNR LAT est actuellement dans cette situation, la création du parc a eu lieu en 1996, la première charte décennale 1996 – 2006 doit donc être révisée, pour aboutir à la rédaction d'un nouveau document d'objectif.

2 - la charte du PNR LAT

Le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine a été créé en 1996, conformément au décret du 1er Mars 1967. L'Association de Préfiguration du Parc a été créée le 3 juillet 1990. L'aire géographique du parc, située entre Angers dans le Maine-et-Loire (49) et Tours dans l'Indre-et-Loire (37), s'étend sur 253 000 ha (annexe 1). Ce projet de parc s'était à l'origine dirigé vers la fédération de trois pays : le Chinonais, le Saumurois et l'Authion. Pour des raisons de contrastes socio-économiques différents, ces trois pays n'ont pu être regroupés, et le territoire du Parc, regroupant partiellement les trois pays cités précédemment, s'étend aujourd'hui sur 136 communes, pour 177 000 habitants.

Le Parc est, depuis sa création, géré par un syndicat mixte, doté d'une équipe technique pluridisciplinaire, afin de répondre aux objectifs de gestion et de mise en valeur de son territoire, dont les suivants :

- préserver, protéger et mettre en valeur les patrimoines biologique, culturel et paysager,
- impliquer les collectivités dans la gestion de leur patrimoine,
- conforter une identité du territoire.

Sa charte est composée d'un ensemble d'articles, 51 au total, et annexée de deux documents : la plan du Parc, le fonctionnement du parc associé aux actions prévisionnelles.

Nous allons maintenant décrire les articles traitant de la protection et de la mise en valeur du patrimoine fluvial, naturel et culturel.

L'article 1, intitulé « Objet de la charte », explicite le contenu de la charte :

- projet de protection, de mise en valeur et de développement, composé des principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du parc, et du diagnostic du territoire élaboré notamment à partir de l'inventaire du patrimoine.
- Plan cartographique, délimitant, en fonction du patrimoine, les différentes zones où s'appliquent les orientations et les mesures définies dans le projet de protection précédent.

L'article 2 traite des missions du parc. En matière de patrimoine, ces missions concernent la préservation du patrimoine naturel et culturel, et la valorisation des potentialités du paysage, en maintenant notamment la diversité biologique et paysagère, et en assurant la protection et la gestion des écosystèmes les plus sensibles.

Ces deux articles constituaient la trame générale de la charte, et avaient pour but de montrer le cadre d'action du parc, particulièrement en matière de protection du patrimoine. Le patrimoine dont il est question renferme trois catégories distinctes : le patrimoine paysager, le patrimoine biologique et le patrimoine bâti.

Les articles suivants, dans la charte, précisent, dans chacun des domaines d'action du parc, les orientations et les moyens mis en oeuvre.

L'article 4 introduit les projets de protection, selon la loi du 10 juillet 1976 : classement de zones en réserve naturelle, permettant une surveillance, un suivi, et une sensibilisation des acteurs et du public, ainsi que la définition d'arrêtés de biotope.

L'article 9 définit le « programme d'actions thématiques » autour des milieux fluviatiles concernés par le parc. Trois axes sont introduits :

- lutte contre les pollutions : aide à l'assainissement des communes,
- amélioration de la ressource en eau : réduction des pollutions d'origine agricole, et protection de la nappe du Cénomanién,
- aménagement du milieu aquatique : programmes de mise en valeur et de protection des berges, sauvegarde des zones humides et des paysages liés à la Loire.

L'article 16 traite de la politique à mettre en oeuvre en matière de paysages. Il s'agit, en accord avec l'article 2 de la loi du 8 janvier 1993 dite loi paysage, d'établir un plan de référence paysager, traduction cartographique des orientations et mesures établies précédemment pour la protection et la mise en valeur du patrimoine.

Le tableau suivant regroupe les termes clés contenus dans la charte, permettant la définition des enjeux, orientations de gestion et actions à entreprendre vis-à-vis de la protection et de la préservation du patrimoine :

Tableau 1: Termes clés de la charte 96-06

TERME	DEFINITION	CONTEXTE
Patrimoine	Etymologiquement défini comme l'ensemble des biens hérités du père. « Bien, héritage commun d'une collectivité, d'un groupe humain » (Larousse, 1997)	- patrimoine naturel, paysager, bâti, historique. - inventaire, valorisation, gestion, préservation du patrimoine - patrimoine ligérien.
Paysage	Partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations. « Etendue de pays qui s'offre à la vue » (Larousse, 1997)	- morphologie, diversité des paysages. - paysages culturels, ruraux, naturels, - paysages ligériens,
Unité paysagère	Portion de territoire offrant une homogénéité du paysage à l'échelle étudiée.	Protection, mise en valeur.

Ce tableau nous montre les trois termes ou expressions les plus employés dans la charte, dans le cadre de l'étude du patrimoine fluvial, naturel et culturel. On remarque, avec l'étude des expressions associées à l'emploi de ces trois termes, des différences de contexte d'emploi :

- « patrimoine » est le plus souvent utilisé pour définir les spécificités, voire encore les atouts, les typicités naturelles ou culturelles du territoire du parc, en faisant un espace unique qui se différencie des autres parcs, et également de l'ensemble du territoire national,
- le terme « paysage » définit les caractéristiques physiques de ce patrimoine, incluant aussi bien des particularités naturelles que culturelles (liées aux usages),
- l'« unité paysagère » est introduite comme un sous-ensemble du paysage, il s'agit du niveau d'intervention du parc, niveau sur lequel seront établies les orientations de gestion, de protection et de mise en valeur (annexe 2).

Ces trois termes définissent la trame sur laquelle le parc a établi sa charte, et affirmé l'identité de son territoire, en matière de gestion du milieu naturel fluvial.

En ce qui concerne les actions envisagées par le parc, en matière de préservation et de protection du milieu fluvial et des zones humides, il s'agit principalement d'un rôle de conseiller pluridisciplinaire, grâce aux compétences transversales de son équipe technique, notamment dans les domaines suivants :

- limitation de l'étalement urbain (aide à l'élaboration des anciens Plans d'Occupation des Sols, remplacés, depuis la loi du 13 décembre 2000 dite loi solidarité et renouvellement urbains, par les Plans Locaux d'Urbanisme),
- contrôle de la populiculture, notamment dans les vallées de l'Indre et de la Vienne (zonage agriculture/forêt, réglementation des boisements),
- favorisation du maintien ou de l'implantation de l'élevage traditionnel (reconquête des espaces prairiaux menacés par des invasions ligneuses),
- entretien des rives et des francs-bords : notamment entretien des boisements de ripisylve par suppression des arbres morts, lutte contre les espèces envahissantes (Renouée du Japon, Jussie ...), tout en respectant l'équilibre naturel nécessaire au bon fonctionnement du système fluvial.

Intéressons nous maintenant à l'avant-projet de la nouvelle charte décennale du PNR LAT.

3 - Évolution de la prise en compte du patrimoine : renouvellement de la charte du PNR LAT

La nouvelle charte décennale du Parc Loire-Anjou-Touraine est le fruit de la concertation entre différents groupes de travail, de 2004 à 2006. Ces groupes ont eu pour but d'élaborer les enjeux sectoriels pour le territoire, nous retiendrons les groupes de travail proches des thématiques de gestion du patrimoine :

- gestion des milieux naturels,
- impacts sur l'environnement et préservation des ressources naturelles,
- paysage, urbanisme, architecture et patrimoine bâti.

Ces groupes devaient prendre en considération, dans leurs réflexions, des sujets transversaux tels que la biodiversité, les paysages, la pollution ...

Les principaux enjeux qui sont ressortis des réunions des groupes de travail sont :

- le confortement d'une identité territoriale et de l'attractivité du parc,
- la préservation des ressources naturelles,
- la valorisation des potentialités du territoire, notamment environnementales,
- la valorisation des patrimoines naturel, paysager et culturel.

L'avant-projet de charte se différencie nettement de la précédente charte par le nombre d'articles qu'il renferme : on trouve 99 articles, contre 51 dans la première charte. Ce constat n'a pas valeur de jugement, mais permet simplement d'observer un approfondissement des orientations du parc, et une multiplication des mesures prises pour affirmer l'identité de son territoire, préserver, protéger et améliorer la qualité de son milieu.

L'article 3 de l'avant-projet, intitulé « Préserver les milieux naturels remarquables », s'intègre à l'objectif stratégique de préservation de la biodiversité, notion jusqu'ici inexistante dans la première charte. La notion de biodiversité, néologisme inventé en 1985 par Walter G. Rosen, est entrée sur la scène internationale en 1992 lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ou communément appelé Sommet de la Terre.

Concernant la préservation des zones humides, sujet nous intéressant, le parc s'engage, en plus des actions prévues dans la précédente charte (valorisation des zones humides, observatoire des espèces invasives, veille environnementale, ...), dans des actions d'aide à l'élaboration de documents tels que les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux, établis à l'échelle d'un bassin versant. Les cours d'eau dont une partie du lit est située sur le territoire du parc sont la Loire, l'Indre, la Vienne, le Thouet et l'Authion. Le SAGE de l'Authion est en phase d'élaboration, la volonté locale pour l'élaboration d'un SAGE émerge dans le bassin du Thouet. Les bassins de l'Indre et de la Vienne aval, situés pour partie sur le territoire du parc, ne s'inscrivent pas, pour le moment, dans une optique d'élaboration de SAGE.

L'action en matière de paysage s'inscrit dans le cadre de la loi « paysage » de 1993, et également dans le cadre de la directive européenne du paysage, ratifiée par la France le 13 octobre 2005 (selon le site du Conseil de l'Europe le 17/3/2006). Cette directive édicte quatre principes généraux à mettre en oeuvre par les signataires :

- le paysage est reconnu juridiquement comme une composante du cadre de vie des populations,
- des actions de protection et d'aménagement du paysage doivent être définies et mises en oeuvre,
- la participation du public et des autorités locales est indispensable,
- le paysage doit être intégré dans les politiques d'aménagement du territoire.

Les articles 20 à 22 de l'avant-projet s'inscrivent dans un objectif de développement de politiques d'aménagement spécifique, afin de conserver les identités paysagères du Parc.

L'article 20 propose d'engager la réalisation de « plans de paysage partagés ». Ces plans seront réalisés grâce à l'implication des habitants des communes du parc, qui pourront faire part de leurs attentes en matière de paysage et de cadre de vie. Ils participeront directement à l'élaboration de projets de préservation, de valorisation et de gestion du territoire et des paysages.

Le but de ces plans est d'améliorer la connaissance qu'a le Parc des paysages, en ajoutant aux études paysagères, faites jusqu'ici dans l'ancienne charte, les perceptions locales des « usagers » des paysages.

L'article 21 prévoit d'inventorier, de préserver et de gérer les sites emblématiques. L'élaboration par le Parc d'un répertoire des aménagements paysagers des sites remarquables, ainsi que l'étude fine des belvédères et des panoramas pouvant être valorisés, lui permettra d'affirmer son rôle de conseiller dans l'élaboration des documents communaux d'urbanisme. Les communes s'engagent à solliciter l'avis du Parc, ainsi que son aide avant d'engager des actions d'aménagement ou de restauration des sites paysagers majeurs. Dans le but d'assister les maîtres d'ouvrage dans la réalisation d'aménagements paysagers, un memento pratique sera réalisé, et des conventions pourront être passées avec les aménageurs, voire même le recours à une assistance qualifiée dans le cas d'opérations plus importantes.

L'article 22 tend à rendre les paysages quotidiens attractifs. Dans le but de lutter contre la banalisation des paysages quotidiens, le Parc prévoit de développer son rôle de conseiller paysager auprès des autorités communales et des habitants. Les actions envisagées sont :

- l'inventaire et le suivi des « points noirs » : affichage illégal, décharges sauvages, réseaux aériens,
- la mobilisation de prestations de paysagistes,
- le suivi des opérations mises en oeuvre.

Ces missions seront toutes assorties de la mise à disposition des informations et des outils techniques d'aide à la décision auprès des collectivités concernées.

Le parc participera à l'élaboration ou à la révision des plans de prévention et de gestion des risques (PPR), afin d'intégrer les risques liés aux patrimoines au sein des collectivités (article 24).

III - Mise en oeuvre des orientations de la charte : exemple sur la commune de Candes-Saint-Martin

1 - Présentation de la commune

Candes-Saint-Martin est une commune située dans l'Ouest du département d'Indre-et-Loire (37), à la confluence entre la Loire et la Vienne. Son territoire se situe sur les rives gauches de la Loire et de la Vienne, et sur l'extrémité ouest du bocage du Véron, en rive droite de la Vienne, et gauche de la Loire (annexes 1, 2 et 3).

Candes-Saint-Martin est l'une des communes constitutrices de la Communauté de Communes de la rive gauche de la Vienne. Cette communauté a vu le jour en 1972 sous la forme initiale d'un Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (SIVOM), et regroupe 9 communes : Candes-Saint-Martin, Cinais, Couziers, La Roche-Clermault, Lerné, Marçay, Saint-Germain-sur-Vienne, Seuilly, Thizay. Ces communes sont situées aux confins de trois départements : l'Indre-et-Loire, le Maine-et-Loire et la Vienne, et appartiennent toutes au territoire du PNR LAT.

Cette communauté de communes s'est dotée, en plus des compétences obligatoires de développement économique et d'aménagement du territoire, de compétences en matière d'environnement (assainissement, déchets).

La commune de Candes-Saint-Martin s'inscrit dans un cadre patrimonial paysager particulier, celui de la confluence Loire-Vienne (annexes 2 et 3) (selon l'Atlas des Paysages d'Indre-et-Loire, réalisé par le Conseil Général d'Indre-et-Loire).

La confluence de ces deux grandes rivières dessine une plaine alluviale large, recouverte de dépôts alluvionnaires anciens et récents (quaternaire). L'organisation pédologique locale a fortement influencé l'occupation du sol :

- les terres de l'interfluve, très hydromorphes, appartiennent au bocage du Véron, et constituent un maillage très dense de frênes et de chênes limitant des prairies,
- la rive droite de la Loire est caractérisée par un maillage de prairies, cultures (dont la vigne par endroits),

- la rive gauche de la Vienne, jusqu'à la confluence avec la Loire, est densément végétalisée.

Nous pouvons alors définir les enjeux principaux en matière de gestion du patrimoine de la commune :

Tableau 2: Enjeux de gestion du patrimoine sur la commune de Candès-Saint-Martin

UNITÉ	TENDANCES D'ÉVOLUTION	IMPACTS SUR LE PAYSAGE	ENJEUX
Bocage du Véron	Diminution de l'élevage	Fermeture du paysage par colonisation ligneuse, disparition des prairies	Entretien des haies, réintroduction d'un élevage adapté
Bords de Loire et de Vienne	Densification de la ripisylve et des friches	Fermeture du paysage, percées visuelles occultées	Entretien des berges

2 - Les protections du patrimoine sur la commune

La commune de Candes-Saint-Martin se trouve sur le périmètre de plusieurs protections règlementaires du patrimoine: Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux, Zone de Protection Spéciale, proposition de Site d'Importance Communautaire, inventaire Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique, sites inscrits ...

La loi du 2 mai 1930, relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, permet le classement ou l'inscription des paysages les plus exceptionnels au titre des sites. La commune de Candes-Saint-Martin dénombre deux sites inscrits au titre de cette loi.

La directive du 2 avril 1979, appelée directive « Oiseaux », est une mesure prise par l'Union européenne afin de promouvoir la protection et la gestion des populations d'espèces d'oiseaux sauvages du territoire européen.

Cette protection s'applique aussi bien aux oiseaux eux-mêmes qu'à leurs nids, leurs œufs et leurs habitats. Par la mise en place de Zones de Protection Spéciale (ZPS), importantes pour la protection et la gestion des oiseaux, la directive Oiseaux tient également compte des mouvements migratoires des oiseaux pour leur protection et de la nécessité d'un travail transfrontalier.

Actuellement, la mise en place des ZPS se fait à partir de l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). Cet inventaire recense les biotopes et les habitats des espèces les plus menacées d'oiseaux sauvages, en application de la précédente directive « Oiseaux ». Ces zones ne confèrent aux sites concernés aucune protection réglementaire. Par contre, il est recommandé une attention particulière à ces zones lors de l'élaboration de projets d'aménagement ou de gestion.

La directive du 21 mai 1992 dite directive "Habitats" promeut la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage. Elle prévoit la création d'un réseau écologique européen de Zones Spéciales de Conservation (ZSC). Parmi les milieux naturels cités par la directive : habitats d'eau douce, landes et fourrés tempérés, maquis, formations herbacées, tourbières, habitats rocheux et grottes, dunes continentales ... Sur la base des propositions de sites faites par la France, la Commission a sélectionné, en décembre 2004 pour la région Centre, les sites d'importance communautaire (SIC). Après désignation formelle par la France, ces sites deviendront des ZSC.

Les Zones de Protection Spéciale de la directive « Oiseaux », et les futures Zones Spéciales de Conservation (actuels Sites d'Intérêt Communautaire) de la directive « Habitats », forment le réseau Natura 2000, réseau européen de sites écologiques protégés. Au sein de ce réseau, la France a fait le choix d'une gestion contractuelle et volontaire des sites, en offrant la possibilité aux usagers de s'investir dans leur gestion par la signature de Contrats de gestion et de la Charte Natura 2000. En plus de ces protections contractuelles, la puissance publique peut intervenir pour réglementer l'accès à certaines zones ou la pratique de certaines activités (sportives, industrielles, etc.).

Les inventaires des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique, ont été lancés en 1982. Depuis la loi Paysage du 8 janvier 1993, l'Etat a obligation de porter à la connaissance des communes, lors de l'élaboration des PLU, les informations contenues dans "les inventaires régionaux du patrimoine faunistique et floristique étudiés sous la responsabilité scientifique du muséum national d'histoire naturelle". Il s'agit essentiellement aujourd'hui de l'inventaire des "ZNIEFF".

Ces zones n'ont pas, au même titre que les ZICO, de portée réglementaire directe : elles ont le caractère d'un inventaire scientifique. Cependant, les PLU devant respecter les préoccupations environnementales (loi de 1976 sur la protection de la nature), les ZNIEFF peuvent permettre d'apprécier la présence d'espèces protégées, dans le cas de projets d'aménagement.

Le territoire de la commune de Candes-Saint-Martin est situé sur le périmètre d'une ZNIEFF de type 1 ; ce type de ZNIEFF correspond à des sites, de superficie généralement limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.

Tableau récapitulatif des inventaires et protections réglementaires sur le territoire de la commune de Candes-Saint-Martin :

Tableau 3: Protections réglementaires - commune de Candes-Saint-Martin

protection/ inventaire	nom du site	date de classement	surface totale du site (ha)	numéro du site	source
Inscription	Point de vue du Moulin de Candes	02/05/1935	0,4	-	DIREN Centre
	Confluent de la Loire et de la Vienne	10/05/1976	1358	-	DIREN Centre
ZNIEFF 1	Bocage du Véron	1985	1159	40030006	DIREN Centre
ZICO	Vallée de la Loire : confluence Loire- Vienne	04/1992	4860	CE10	DIREN Centre
SIC (ZSC)	La Loire de Candes- Saint-Martin à Mosnes	07/12/2004	4893,5	FR2400548	Réseau Natura 2000
ZPS	Vallée de la Loire d'Indre-et-Loire	07/2005	4893	FR2410012	Réseau Natura 2000
ZPS	Basses vallées de la Vienne et de l'Indre	11/2005	5671	FR2410011	Réseau Natura 2000

3 - Les enjeux d'un patrimoine menacé : actions du Parc

La commune de Candes-Saint-Martin se situe à la rencontre de la Loire et de la Vienne, et subit donc l'influence de chacun de ces cours d'eau. Elle se trouve ainsi à l'interface de deux zones de vallées : les unités paysagères de la vallée de la Loire et de la vallée de la Vienne.

La vallée de la Loire est caractérisée par un ample paysage de vallée, son lit est large et relativement sauvage. Elle jouit d'une forte attraction touristique, phénomène amplifié par le classement en Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'UNESCO le 30 novembre 2000, sur 250 km de son cours entre Sully-sur-Loire dans le Loiret et Chalonnes-sur-Loire dans le Maine-et-Loire. La commune de Candes-Saint-Martin appartient donc au périmètre classé par l'UNESCO.

La vallée de la Loire est également dotée d'un patrimoine architectural riche et concentré, lui conférant une notoriété internationale. Mais cette vallée est aussi soumise à d'importantes pressions humaines, liées à l'étalement urbain, la multiplication des constructions nécessaires à l'horticulture et au maraîchage, les voies de communication en construction (notamment l'axe de l'autoroute A85 reliant Tours et Angers), la création de sites d'extraction et les réaménagements fonciers liés à cette autoroute, et le développement de la populiculture, avec tous les risques de banalisation du paysage encourus.

La vallée de la Vienne se caractérise par un paysage de vallée secondaire, dotée de quelques éléments remarquables comme la présence d'un vignoble réputé (Chinon) et le paysage relique du bocage du Véron (interfluve Loire-Vienne). Elle jouit d'une forte activité viticole et maraîchère, et la populiculture s'étend dans les prairies les plus basses. Elle subit également de fortes pressions humaines, surtout par l'étalement urbain, mais aussi par l'accroissement de la populiculture.

La confluence entre la Loire et la Vienne présente, d'un point de vue patrimonial, un grand intérêt, notamment par la présence d'espèces animales et végétales protégées (liste régionale Centre), voire menacées sur le plan Européen. Le plan du Parc de 1996 définit les pressions exercées sur le patrimoine dans cette unité de confluence :

- diminution de l'élevage, d'où risques de disparition d'espaces prairiaux par colonisation ligneuse,
- non entretien des haies bocagères,
- populiculture,
- développement de cultures céréalières,
- remaniements de fossés parfois draconiens.

Des orientations de gestion ont été proposées par le Parc :

- protections ponctuelles en Arrêté de Biotope,
- classement en ZICO,
- Plan de Développement Durable dans le cadre d'un programme agri-environnemental à mettre en place par la DDAF et les agriculteurs.

La protection par Arrêté de Biotope, ou « Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope » (selon le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris en application de la loi du 10 juillet 1976), permet au Préfet de fixer, sur un territoire donné du département concerné, les mesures tendant à favoriser la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées.

Dans l'avant-projet de charte, la commune de Candès-Saint-Martin est concernée par plusieurs sectorisations patrimoniales.

Elle apparaît dans les secteurs à vocation dominante de préservation patrimoniale, secteurs représentés par des paysages emblématiques menacés par les dynamiques d'évolution, et risquent de perdre leur caractère identitaire. Les objectifs patrimoniaux concernant ces secteurs sont de deux ordres : préserver les ressources et des patrimoines et composer une forme urbaine harmonieuse avec le paysage environnant. Les communes de ces secteurs sont fortement encouragées à intégrer les valeurs patrimoniales dans l'ensemble de leurs projets de développement.

Enfin la commune est citée dans les secteurs de vigilance pour la mise en oeuvre prioritaire de démarches de qualité, il s'agit de paysages du quotidien menacés par des dynamiques d'évolution qui risquent de les banaliser. Les communes s'engagent, dans ces secteurs, à mettre en avant une approche patrimoniale dans l'ensemble des projets d'aménagement qu'elles pilotent.

Dans la première charte, le Parc a défini, à partir de trois critères patrimoniaux (paysager, bâti, biologique), des zones d'intérêt majeur, dans lesquelles au moins un des trois critères est reconnu d'importance majeure par le Parc. Le territoire de la commune de Candes-Saint-Martin est inclus dans une zone d'intérêt majeur d'ordre 2, signifiant que deux critères majeurs ont été retenus : le patrimoine paysager et bâti. De plus, une portion de son territoire appartient à une zone d'ordre 3, donc classé pour l'ensemble des critères patrimoniaux paysager, bâti et biologique, correspondant au cours de la Loire.

Ces zones d'intérêt majeur ont évolué, dans la dernière charte, en Zones d'Intérêt Ecologique Majeur (ZIEM). La commune de Candes-Saint-Martin est concernée par deux Zones d'Intérêt Ecologique Majeur : la ZIEM n°1 du Lit endigué de la Loire et la ZIEM n°2 de la Basse Vallée de la Vienne.

La zone du Lit endigué de la Loire est caractérisée par plusieurs classements en ZNIEFF de type 1 (10 au total), et une ZPS Natura 2000.

La zone de la Basse Vallée de la Vienne quant à elle regroupe deux protections réglementaires : la ZSC des Basses Vallées de la Vienne et de l'Indre, et la ZNIEFF de type 1 du Bocage du Véron (annexe 2), citées dans la précédente sous-partie.

Notons que l'aboutissement des trois protections réglementaires (deux ZPS et une ZSC), sur le site de la commune de Candes-Saint-Martin, dans le cadre du réseau Natura 2000, a eu lieu grâce à l'implication et la participation active du PNR. De plus, celui-ci s'est engagé à rédiger le Document d'Objectif de la zone Natura 2000 des Basses Vallées de la Vienne et de l'Indre, et à assurer le suivi du dispositif Natura 2000 sur le site de la Loire de Candes-Saint-Martin à Mosnes.

IV - Conclusion

Le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine a été créé en 1996, dans le but de préserver, de protéger et de mettre en valeur un territoire aux patrimoines naturel, culturel et paysager très riches. Ce territoire est fortement marqué par la présence de la Loire, dont une partie du cours est, depuis 2000, classée au Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'UNESCO. La renommée touristique de la Loire, de son patrimoine riche et dense, dépasse largement les frontières du pays, et le PNR LAT est, dans ce contexte, l'entité privilégiée de protection du patrimoine et de développement local. Le renouvellement de ses engagements, dans la cadre de l'élaboration de la nouvelle charte constitutive, est l'assurance de la conduite d'une réflexion sur les actions menées jusqu'aujourd'hui et sur les actions à mener pour la préservation du patrimoine. L'étude de la précédente charte (1996-2006) et de l'avant-projet de charte (2007-2019) nous a permis de faire ressortir les principales actions menées en matière de protection et de mise en valeur des patrimoines fluvial, naturel et culturel sur le territoire du Parc. Puis l'observation des actions menées, plus particulièrement, sur une commune représentatrice des enjeux du Parc, telle que celle de Candès-Saint-Martin, nous a permis d'inventorier l'ensemble des outils à la disposition du PNR, et les orientations de gestion envisagées sur ce territoire aux patrimoines culturel et paysager riche. Il serait maintenant intéressant d'effectuer un travail cartographique plus fin, basé sur la comparaison de photographies aériennes par exemple, afin de proposer un bilan qualitatif et quantitatif des actions menées ou encouragées par le PNR Loire-Anjou-Touraine sur les territoires à forte sensibilité patrimoniale, tels que la commune de Candès-Saint-Martin.

V - Bibliographie

- « Charte du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine : Objectif 2006 », PNR LAT, 2000, 125p.
- « Annexes de la charte : Plan du Parc », PNR LAT, 2000, 56p.
- « Projet de Charte du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine : objectif 2019 », PNR LAT, 10/2006, 203p.
- « Annexes du Plan du Parc », PNR LAT, 09/2006, 159p.
- « Regards sur la mise en oeuvre de la loi paysage dans les parcs naturels régionaux », Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 12/2005, 17p.
- « Entretien et gestion des boisements de bords de rivière », PNR LAT, 09/2003, 39p.
- « Le Petit Larousse », Larousse, 1997, 1873p.



Sites internet :

- www.parc-loire-anjou-touraine.fr : site officiel du PNR LAT (11/2006)
- www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr : site officiel de l'association des PNR (11/2006)
- www.centre.ecologie.gouv.fr : DIREN Centre (01/2007)
- www.natura2000.fr : réseau Natura 2000 (01/2007)
- www.inpn.mnhn.fr : Inventaire National du Patrimoine Naturel (02/2007)
- www.centre.pref.gouv.fr : préfecture région Centre (01/2007)
- www.indre-et-loire.pref.gouv.fr : préfecture Indre-et-Loire (01/2007)
- www.wikipedia.fr (10/2006)

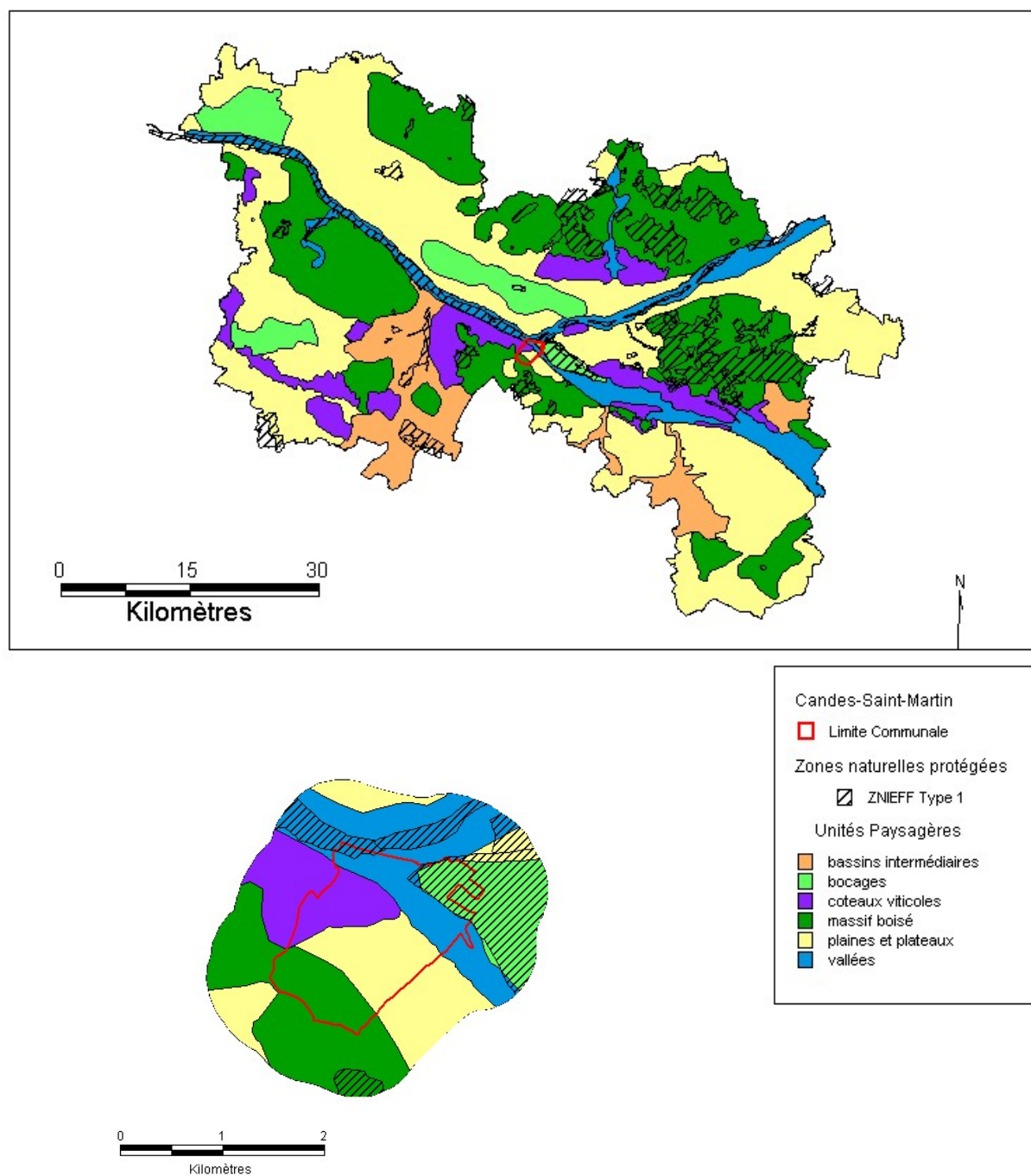
VI - Annexes

1 - Le PNR Loire-Anjou-Touraine



-  Limites du PNR LAT
-  Interfluve Loire-Vienne

2 - Les unités paysagères du PNR LAT



3 - La commune de Candes-Saint-Martin

